



Un journal allemand publie un article faux sur des « agressions sexuelles de masse »

Diffamation des réfugiés

Par [Marianne Arens](#)

Mondialisation.ca, 02 mars 2017

[wsws.org](#) 1 mars 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Dans son édition régionale de Francfort du 6 février, le journal *Bild* avait publié un article intitulé « 37 jours après le nouvel an, les victimes brisent le silence – agressions sexuelles de masse rue Freißgass » – une longue rue piétonne de la ville. La nouvelle se répandit rapidement mais se révéla être un tissu de mensonges.

Le reportage s'était articulé autour du témoignage d'un sympathisant du parti d'extrême-droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), Jan Mai, un propriétaire de bistro. S'appuyant sur les propos de Mai, le journaliste de *Bild*, Stefan Schlagenhauser, avait écrit qu'une foule de « 900 réfugiés pour la plupart ivres » avait semé le chaos le soir de la Saint-Sylvestre, en volant et en harcelant sexuellement ceux qui voulaient faire la fête.

L'article rapportait que des dizaines d'hommes étrangers avaient envahi le bar de Mai, le First-In, où ils auraient agressé des femmes et dérobé plusieurs vestes.

Le tabloïd a cité Mai comme suit : « Lorsque je suis arrivé, tout le local était rempli d'un groupe d'environ 50 Arabes. Ils ne parlaient pas allemand, ils buvaient les boissons des clients et dansaient de manière provocante. Les femmes m'ont appelé à l'aide parce qu'elles étaient attaquées. L'ambiance avait complètement changé. » Même deux heures plus tard selon lui, il y avait encore eu des « problèmes avec les masses de réfugiés » devant le bar.

Bild a également cité un témoin, la femme d'affaires Irina A., qui a dit avoir été sexuellement harcelée dans le bar par « une cinquantaine d'Arabes », des « masses de réfugiés », « 900 réfugiés pour la plupart ivres. » Le vocabulaire utilisé par *Bild* est exactement celui associé à l'extrême droite AfD et au mouvement Pegida. Le reportage du *Bild* fut ensuite repris par de nombreux autres organes de presse, dont la chaîne de télévision *Sat.1*, le journal d'ultra-droite *Junge Freiheit* et l'édition britannique de *Breitbart News* en Grande-Bretagne.

Des articles à sensation apparurent dans des journaux et des quotidiens « sérieux » comme le *Frankfurter Rundschau*, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et le *Offenbacher Post*.

Le lendemain, le *Frankfurter Neue Presse* et le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* publiaient des commentaires critiques en faisant référence à « Une agression sexuelle de masse que personne n'a vue » (FAZ). Cependant, ces mensonges avaient déjà été rapidement diffusés sur Facebook et Twitter par des groupes d'extrême-droite.

Ce reportage falsifié a fait le jeu des principaux politiciens locaux. Christoph Schmitt (CDU) a protesté contre « les inconvénients de la politique à l'égard des réfugiés », c'est-à-dire « les masses d'hommes [...] qui rendent la ville dangereuse ». Il a réclamé « davantage de police dans les rues et une vidéosurveillance mobile. »

Stephanie Wüst, du groupe FDP (Parti libéral démocrate) au parlement de Francfort, a convenu : « L'État devrait punir les auteurs avec toute la sévérité de la loi et ne pas avoir peur des expulsions ». *Bild*, publia un nouvel article en exigeant hystériquement : « Tolérance zéro ! Surveillance vidéo ! Plus de police ! »

La police de Francfort n'a toutefois pu trouver aucune preuve des incidents allégués. Elle ouvrit une enquête qui s'avéra infructueuse. Lorsque la police interrogea les gens vivant dans le quartier concerné, elle ne put rien trouver pour étayer les allégations de Mai.

La police a ensuite fait appel au procureur, qui a entrepris des enquêtes sur les témoins cités par le journal *Bild*. Une perquisition de l'appartement d'Irina A., le principal témoin du reportage, ils ont découvert des billets d'avion et autres preuves montrant qu'elle avait passé la Saint-Sylvestre à Belgrade. La femme, qui avait prétendu que des hommes étrangers l'avaient « touchée partout » au First-In, a dû admettre qu'elle n'était pas à Francfort le soir du Nouvel An.

Moins d'une semaine après, l'édifice mensonger s'effondrait et la police reconnut que suite à leurs « enquêtes intensives et approfondies », l'article du *Bild* « manquait de fondement ». Toute l'histoire des réfugiés qui s'étaient déchaînés le soir du réveillon à Francfort était fabriquée de toutes pièces.

Le 16 février, le *Bild-Zeitung* a dû s'excuser publiquement pour les « reportages mensongers et les accusations portées contre les personnes touchées. » Mais l'histoire avait déjà été colportée dans le monde entier.

Le 23 février, le *New York Times* écrivait : « L'histoire de la horde d'hommes arabes déchaînant leur furie dans les rues huppées de Francfort en agressant sexuellement les femmes allemandes a dû être irrésistible au point que *Bild*, un journal à grand tirage, l'a publié au début du mois sans une vérification minutieuse au préalable. »

Le *Bild-Zeitung* a indirectement admis cette critique. Julian Reichelt, le directeur de la rédaction, a dit au *Tagesspiegel* de Berlin : « Le reproche [formulé à l'encontre du journal] que nous n'avions pas signalé les incidents concernant les réfugiés est, apparemment devenu la motivation de ce reportage. »

Bild s'était fié à un « témoin » qui a été facilement identifiable comme un adepte de l'AfD. Sur sa page *Facebook* (qu'il a maintenant supprimée), Mai avait publié des commentaires haineux contre les réfugiés en louant l'AfD. Après que l'AfD a obtenu plus de 14 pour cent lors du récent vote à Berlin, il avait écrit : « Continuez le bon travail, AfD. » Il avait également posté une vidéo ultra-droite intitulée « Merkel doit partir. »

Le propriétaire du groupe gastronome MAI Gastro Group GmbH appartient à une couche d'arrivistes qui semblent avoir été encouragés par la montée de Donald Trump et les « faits alternatifs » invoqués par sa porte-parole Kellyanne Conway. Mai possède un certain nombre de bars, de restaurants et d'établissements de luxe à Francfort et dans les environs, ainsi que de nombreuses autres propriétés immobilières. Il avait servi auparavant pendant

deux ans comme soldat de métier dans un régiment de parachutistes.

Le dévoilement de son histoire et les mensonges répandus par le *Bild* jette un éclairage supplémentaire sur le présumé harcèlement sexuel de masse des femmes survenu la veille du Nouvel An 2015 et 2016 à Cologne. Les prétendues attaques de 2015 furent le prétexte à une campagne xénophobe sans précédent et à un renforcement de l'appareil d'État et ce bien qu'il n'existe à ce jour aucune preuve formelle que de telles agressions de masse ont eu lieu.

L'année suivante, des milliers de policiers furent mobilisés à Cologne et des nouvelles alarmantes furent alors diffusées sur les agissements de centaines de soi-disant « Nafris » (terme raciste utilisé par la police pour « délinquants multirécidivistes nord-africains »). La police avait sélectionné des personnes sur la base de critères racistes. Elle avait retenu plusieurs centaines de jeunes hommes dans un cordon policier en ne leur permettant pas d'entrer dans le centre-ville.

Par la suite, la police dut s'excuser et rectifier ses déclarations. La police avait tout d'abord parlé d'environ 2000 « jeunes gens d'apparence nord-africaine » qui étaient venus à Cologne. Plus tard, elle a admis n'avoir identifié que 674 suspects, dont 30 seulement en provenance d'Afrique du Nord !

Les événements qui s'étaient passés la veille du Nouvel An 2015 dans la ville de Hambourg avaient également été falsifiés et exagérés. Le 1^{er} novembre 2016, une juge du tribunal de grande instance de Hambourg a acquitté les trois derniers accusés en portant de graves accusations contre le travail d'enquête mené par la police et le parquet.

L'image médiatique de « hordes criminelles et dangereuses d'étrangers qui importunent les femmes et les jeunes filles allemandes » fait partie de l'arsenal de l'extrême droite et sert de propagande à la construction d'un État autoritaire.

Marianne Arens

Article original, WSWS, paru le 1^{er} mars 2017

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Marianne Arens](http://MarianneArens.com), wsws.org, 2017

Articles Par : [Marianne Arens](http://MarianneArens.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca